

# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 74 - 2 juillet 1979

PRIX : 1 F

## NON AUX ATTAQUES CONTRE L'IMMIGRATION

NOTRE  
SOMMAIRE  
A LA PAGE 2



## sommaire

Page 3 :

- CIRQUE ELECTORAL AU MALI

Page 4/5 :

- COTE D'IVOIRE :

- . Quand le profit passe avant la sécurité
- . Ivoiriser, oui, mais comment ?

Page 6 :

- GHANA : quelles que soient les intentions des capitaines

Page 7 :

- SENEGAL : incurie du gouvernement face aux inondations

Page 8 :

- OUGANDA : les présidents changent, l'oppression demeure

Page 9/10

- TCHAD :

- . La politique régionaliste du Frolinat se retourne contre lui
- . Le gouvernement rapatrie ses étudiants

Page 10 :

- MADAGASCAR : la réforme agraire de Ratsiraka...

Page 11 :

- HYPOCRISIE DES ETATS IMPERIALISTES FACE AU DRAME DES REFUGIES INDOCHINOIS

## abonnements

FRANCE : 1 an

ordinaire : 12 F

sous pli fermé : 36 F

AUTRES PAYS :

écrire au journal

Adresser toute correspondance à : Combat Ouvrier  
BP 80 93 300

Aubervilliers France  
en spécifiant :

" pour le PAT ".

\* \* \*

## éditorial

### NON AUX ATTAQUES CONTRE L'IMMIGRATION !

Le vote des projets de lois déposés par Bonnet et Stoléru sur l'immigration, a été renvoyé au mois d'octobre par le Sénat. Bonnet et Stoléru vont sans doute y apporter à nouveau quelques modifications pour que leurs mauvais coups reçoivent l'aval de l'Assemblée Nationale et du Sénat.

Mais quels que soient les résultats des votes et les modifications, le gouvernement veut lancer l'offensive contre les travailleurs immigrés. Stoléru veut mettre des restrictions au renouvellement des cartes de séjour. Il voudrait que le renouvellement soit fait "en fonction de la situation de l'emploi" autrement dit, renvoyer les immigrés qui sont au chômage et même ceux qui ne le sont pas. Bonnet veut donner une couverture légale aux expulsions arbitraires et donner plus de pouvoir discrétionnaire à la police et aux préfets. Par exemple, il voudrait expulser tout immigré jugé par les policiers comme "troublant l'ordre public". Il est bien connu de tous que pour les policiers, tous les immigrés sont suspects et qu'il suffit d'un rien pour être amené au poste de police, du moment qu'on a la peau un peu foncée ou les cheveux longs.

Jusqu'à maintenant la police n'a pas eu besoin de lois pour malmenier les immigrés, dans la rue, le métro ou même jusque dans les foyers, à 4 heures du matin et même les incarcérer dans des prisons clandestines. Le système capitaliste étant en crise, les patrons licencient à tour de bras. Et comme le chômage n'est pas prêt de se résorber, ils cherchent à se débarrasser des travailleurs immigrés.

Tout le tapage fait par le gouvernement depuis le fameux million pour pousser les immigrés à s'en aller, jusqu'aux récents projets de loi, visent à désolidariser l'opinion publique et particulièrement les travailleurs français des travailleurs immigrés, sinon à les pousser au racisme. Car à chaque fois qu'il est question des travailleurs immigrés, le gouvernement parle de chômage. C'est un gros canular, mais le gouvernement cherche à faire croire que les immigrés sont des parasites et les responsables du chômage.

Joignant le geste à la parole, le gouvernement envoie depuis le mois de mai, les CRS contre les locataires des foyers SONACOTRA à Nanterre, Dijon, Vitry sur Orne, Strasbourg, Colmar entr'autres, et tout dernièrement, à Garges les Gonesse. Le 22 juin, c'est 1 000 CRS qui y sont venus déloger les résidents du foyer SONACOTRA et ramasser leurs affaires. Jusqu'à aujourd'hui, un cordon de CRS entoure les résidents qui occupent le terrain vague derrière le foyer.

Le gouvernement connaît les conditions scandaleuses dans lesquelles les locataires sont parqués dans ces foyers : pas de liberté de se réunir, de recevoir des visites, loyers exorbitants par rapport à la surface des cages à lapin que sont les chambres. Mais tout ce qui bâillonne et intimide les immigrés arrange le gouvernement et le patronat. Car les travailleurs immigrés intimidés en permanence sont plus facilement

.../...

exploitables dans les usines. Les contrôles policiers à toute heure, et les projets de Bonnet -de renvoyer les immigrés qui n'ont pas suffisamment de ressources ou ceux dont le contrat de travail n'aura pas été renouvelé par le patron- vont dans le même sens : aggraver les conditions d'existence des travailleurs immigrés pour qu'ils acceptent de travailler à des salaires de plus en plus bas et dans des conditions de travail de plus en plus dures.

Les résidents des foyers SONACOTRA sont un exemple pour tous les travailleurs. Il ne faut pas que nous nous laissions faire. Mais les problèmes des immigrés sont les problèmes de tous les travailleurs. Car si le patronat et son gouvernement arrivent à imposer aux travailleurs immigrés des conditions de travail encore plus dures et un niveau de vie plus bas en brandissant la menace de l'expulsion, cela se répercutera forcément par une baisse du niveau de vie, sur les ouvriers français.

Aujourd'hui, l'arbitraire et les mesures révoltantes menacent et frappent la partie la plus démunie de la classe ouvrière que sont les travailleurs immigrés. Demain ce sera au tour des autres. Tous les travailleurs, qu'ils soient nés à Alger, Bamako, Dakar, Bordeaux ou Paris ont les mêmes intérêts : lutter contre le capitalisme. Car c'est lui qui produit le chômage et c'est son gouvernement qui veut en faire supporter les conséquences aux travailleurs.

## CIRQUE ELECTORAL AU MALI

Dans les semaines qui ont précédé les élections au Mali, on a vu les agents du gouvernement se dépenser dans les foyers, distribuer des cartes d'électeur, et user de la salive pour convaincre le maximum de gens d'aller voter dans ce double scrutin destiné en même temps à élire le président de la République et les députés.

Comment donc ! C'est la première fois depuis le coup d'Etat de 1968, que les maliens étaient appelés aux urnes, pour élire un parlement, et c'est la première fois également qu'on leur donnait un bulletin pour exprimer leur avis sur qui occupera la présidence. C'est ce que Traoré et ses zéloteurs appelaient le retour à une vie politique normale.

Traoré n'a tout de même pas poussé la complaisance jusqu'à laisser aux électeurs un choix. Il était seul candidat à une présidence qu'il occupe de toute façon depuis dix ans. Son parti, l'UDPM (Union Démocratique du Peuple Malien) était de même, le seul à présenter des candidats à la députation. Traoré devait par la suite obtenir évidemment 99,85 % des voix et ses candidats députés taquinaient le même pourcentage.

Présentant que cette élection sans choix risquait de ne pas être très convaincante auprès de quelques uns, certains agents gouvernementaux, dans les foyers, ont trouvé un argument choc : même tel quel, ce scrutin favorisait le retour à un gouvernement de civils, à la place du gouvernement militaire en place depuis dix ans.

La belle affaire ! D'abord parce que ce n'est pas l'uniforme qui fait le dictateur, et que Traoré gouverne en civil et entouré de civils, cela ne change guère les choses. Les maliens se souviennent d'ailleurs que la dictature du civil Modibo Kéita n'était guère plus ragoutante que celle de son général de successeur.

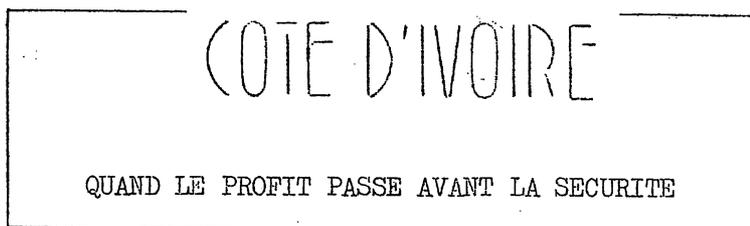
Ensuite parce que même si l'opération électorale était réellement destinée à préparer la transition vers un régime où l'armée laisserait le devant de la scène politique à des civils, -ce que rien ne prouve pour l'instant, quand bien même le nouveau gouvernement compte plus de civils- ce gouvernement civil gouvernerait à l'ombre des baïonnettes.

Ce qui s'est passé au seul Mali montre que si le passage d'un régime militaire à un régime civil peut prendre plus de dix ans, l'opération inverse ne demande que les quelques heures que dure un coup d'Etat.

Le Mali n'a certainement pas un iota de démocratie de plus depuis que son général de dictateur a la consécration des urnes. Alors, si les exploités du Mali ont une leçon à tirer de cette grossière comédie électorale montée par Traoré, cette leçon est simple. Traoré et ses acolytes ne sont pas au pouvoir en vertu des bulletins de vote, puisque pendant plus de dix ans, ils s'en sont passés sans mal, mais parce qu'ils possèdent les armes et la force.

Alors, la majorité exploitée du pays, les ouvriers, les paysans, n'auront entre leurs mains la destinée du pays que lorsqu'ils désarmeront l'armée par la force, s'empareront des armes et s'organiseront pour les garder afin d'exercer le pouvoir dans l'intérêt de la population.

o o o o o o



Dimanche 17 juin dernier, le train express "La Gazelle" qui relie Abidjan à Ouagadougou, en Haute Volta, est sorti des rails, à 30 km d'Abidjan, près de la ville d'Anyama.

Le bilan est lourd : 20 morts et plus de 60 blessés. Devant un accident si grave, la RAN, (compagnie de chemin de fer) a dégagé sa responsabilité. Selon le directeur de cette compagnie, cet accident est "un cas de force majeure...", on n'y peut pratiquement rien, car ce sont les pluies diluviennes qui auraient provoqué un affaissement de terrain. Quel cynisme, quelle impudence !

Car en réalité, la ligne de chemin de fer Côte d'Ivoire-Haute Volta est très pratiquée. Le tronçon sur lequel l'accident s'est produit, c'est-à-dire le tronçon Abidjan-Azaguié, a été construit en 1905 ; il y a donc 74 ans, et depuis, aucune révision, aucun travail n'a été entrepris sur cette voie. Et la RAN a pris la responsabilité d'y faire circuler un train rapide.

La pluie ne peut pas cacher le fait que pour la RAN, seul le profit compte. De la sécurité des passagers, cette compagnie se moque.

BB

# COTE D'IVOIRE

## Ivoiriser, oui, mais comment ?

Depuis le mois de mai dernier, le gouvernement ivoirien a lancé une opération "recasement des sans emplois". Elle consiste à demander aux entreprises de bien vouloir embaucher des nationaux aux postes de responsabilité.

A travers cette opération, le problème qui est posé est celui de l'ivoirisation des cadres. En effet, 80 % des chefs d'entreprise et plus de 60 % des cadres sont européens (majoritairement français). Malgré les déclarations du gouvernement depuis 1971, ces chiffres n'ont pas beaucoup varié.

En collaboration avec l'association Interprofessionnelle des employeurs de Côte d'Ivoire, (en quelque sorte filiale du CNPF en Côte d'Ivoire puisque la majorité des patrons est française) le gouvernement a mis sur pied une "charte de l'ivoirisation". En 1977, le ministère du travail est devenu "ministère du travail et de l'ivoirisation des cadres".

Depuis des années qu'il en parle, cela n'a pas changé. Les capitalistes en font à leur guise. Certains, n'ayant pas oublié leur mentalité colonialiste, sont même allés jusqu'à faire des offres d'emplois réservés aux français.

Cette situation révoltante est le reflet de la domination économique de l'impérialisme français qui contrôle 40 % des investissements privés. Et le fait que le gouvernement Houphouët accepte que les postes de responsabilité soient systématiquement donnés aux cadres français, que ceux-ci soient en général mieux payés, mieux logés que les cadres nationaux pour les mêmes fonctions, comme au temps de la colonisation, est signe de la soumission de ce régime de valets.

Face à cette situation scandaleuse, il y a deux solutions possibles. Il y a d'une part ce que proposent les cadres ivoiriens ou ceux qui aspirent à le devenir. Leur solution consiste seulement à prendre la place des cadres français privilégiés. Les cadres ivoiriens demandent à être traités avec plus d'égards par les capitalistes. S'ils l'obtiennent -même ce peu, l'impérialisme ne l'aura pas accordé facilement, tellement grande est son emprise sur le pays- cela changera sûrement le sort des cadres, mais pas celui des travailleurs.

Ivoiriser c'est l'intérêt de toute la population, mais pas de la manière des cadres. Il y a une autre manière d'ivoiriser. Il s'agit de faire en sorte que tous les ivoiriens et particulièrement les travailleurs qui souffrent le plus de la situation actuelle, puissent prendre en main l'organisation du travail, en dépossédant les capitalistes.

Si le gouvernement et les capitalistes français, se préoccupent tant du problème de l'ivoirisation des cadres, c'est peut-être parce qu'ils craignent leur mécontentement. Mais peut-être qu'ils craignent plus encore que la contestation ne s'étende chez les travailleurs et les chômeurs des grandes villes. Car dans ce pays où tant de gens souffrent de la misère et du manque de libertés, ils ne sont pas sûrs de pouvoir contenir une éventuelle contestation générale.

# GHANA

— Quelles que soient les intentions des capitaines c'est une dictature qu'ils mettront en place —

Le 4 juin dernier, le Ghana a connu son 3<sup>e</sup> coup d'Etat militaire. Le capitaine Jerry Rawlings, à la tête d'un "Conseil Révolutionnaire des Forces Armées", a pris le pouvoir, après de brefs combats à Accra, la capitale.

Les nouveaux dirigeants du Ghana, parmi lesquels se cottoient aussi bien des capitaines, des caporaux que de simples soldats, ont affirmé leur désir "d'assainir" la vie politique au Ghana, quittes à utiliser les méthodes les plus radicales. C'est ainsi que les anciens chefs d'Etats militaires, les généraux Achéampong et Akuffo, de même que d'autres officiers supérieurs de l'armée qui ont occupé des postes de responsabilité dans les gouvernements précédents, ont été fusillés. De nombreux hommes d'affaires et riches propriétaires ont vu leurs biens confisqués. Ce qui bien entendu, a soulevé l'indignation dans l'opinion bourgeoise bien pensante des pays capitalistes, et de certains valets africains dont les chefs d'Etat de l'OCAM.

Mais laissons ces hypocrites verser des larmes de crocodile, parce que des généraux ont été fusillés par des officiers subalternes. En tout cas, ce n'est pas les travailleurs et les paysans pauvres du Ghana qui plaindront la mort de ces militaires, politiciens corrompus.

Rawlings et ses compagnons ont certes affirmé qu'ils ne veulent que "mettre de l'ordre dans les affaires du Ghana", cela, afin disent-ils de "réduire les inégalités". C'est ainsi qu'ils ont laissé se dérouler les élections prévues bien avant leur coup d'Etat. Ils ont même laissé débiter les élections présidentielles. Mais ils ont cependant annoncé qu'ils n'abandonneront le pouvoir qu'en octobre prochain, quand ils jugeront eux, la situation favorable.

Depuis les indépendances, les coups d'Etat ne se comptent plus en Afrique. Mais quand bien même certains parmi les galonnés qui prennent ainsi le pouvoir tiennent un langage radical, dans les faits, aucun changement ne se produit. Le Ghana, qui en est à son 3<sup>e</sup> coup d'Etat militaire n'échappe pas à cette règle.

Voilà bientôt 10 ans que le pays vit sous la dictature des militaires qui se sont succédés au pouvoir, et quelle est la situation actuelle ? L'inflation atteint aujourd'hui plus de 100 %. Tout manque sur le marché. Les usines tournent à 20 % de leurs capacités, faute de pièces de rechange et de matière première. Les populations, dont le revenu ne cesse de baisser, connaissent la misère la plus profonde et sont obligées de s'expatrier dans des pays limitrophes, pour former la masse des travailleurs démunis, exploités sur les chantiers et dans les usines de Côte d'Ivoire ou du Nigéria.

Si les coups d'Etat sont si fréquents en Afrique, il n'y a là, rien de bien surprenant. Dans des pays sous développés comme les nôtres, les dictateurs ne peuvent tolérer la moindre forme d'organisation. Les régimes en place ne permettent pas la formation d'hommes politiques de rechange. De ce fait, le moindre changement se fait par un coup d'Etat, et fait intervenir la seule force sociale organisée dans les pays sous développés, à savoir l'armée. C'est cette amère expérience que les masses laborieuses vivent depuis plus de 10 ans au Ghana.

Les militaires aujourd'hui au pouvoir dans ce pays peuvent certes se gargariser d'un langage radical. Ce ne sont peut-être que des mots. Mais il est possible qu'ils aient des ambitions plus vastes. Peut-être parleront-ils bientôt de socialisme, qui sait ? Qu'ils

.../...

soient réellement choqués par la gabegie et la corruption qui caractérisaient l'ancien régime, et qu'ils souhaitent vraiment y remédier, cela se peut. Car après tout, dans bien des pays, des officiers subalternes issus de la petite bourgeoisie ont bien impulsé des mouvements radicaux. Nasser ou Menguistou en Ethiopie en sont des exemples. Seulement les solutions que ceux-ci proposent sont des solutions imposées d'en haut. Ce sont des solutions contre les populations, qui ne peuvent aboutir, qu'ils le veuillent ou non, qu'à des dictatures féroces.

Fait significatif d'ailleurs, Rawlings et ses compagnons se réclament de dictateurs du genre Menguistou. Ces messieurs prétendent mettre un terme à la misère et aux inégalités, sans remettre en cause le système capitaliste.

Pour lutter vraiment contre la misère, la corruption, et la gabegie, c'est le système même qui engendre tous ces maux qu'il faut abattre, c'est-à-dire le système capitaliste. Sans cela, toutes les tentatives, tous les coups d'Etat, même ceux organisés par les officiers les plus honnêtes, ne peuvent aboutir qu'à des dictatures.

== == == == == == ==

## SENEGAL Incurie du gouvernement face aux inondations

Au courant du mois de juin, des pluies diluviennes et des tornades se sont abattues violemment dans plusieurs régions du Sénégal. A Dakar par exemple, les quartiers de Rebeus, Guole-Tapée et Castors ont été envahis par les eaux de pluie. Ces inondations sont dues au manque d'installations d'évacuation des eaux.

Dans le département de Kolda, une tornade a fait au minimum 8 morts et des centaines de familles sont sans abris ; les dégâts matériels sont importants (champs dévastés, dispensaires et écoles écroulés etc...). A Tambacounda, à Thiès et à Mbacké, les dégâts sont également nombreux. On compte même plusieurs milliers de sinistrés.

Le gouvernement, pour faire semblant de s'occuper du sort des victimes, envoie par-ci un préfet, par-là un sous-préfet, ou les dirigeants de la croix rouge pour "recenser les dégâts" et pour faire patienter les victimes, en attendant les "aides" que le gouvernement leur apporterait. Si cette "aide" est débloquée, on ne sait pas si elle sera détournée en passant par les différents échelons de l'administration. En tout cas, on promet partout des indemnités, on distribue ici et là quelques médicaments et un peu d'argent "en guise de soutien".

Les envoyés du gouvernement affirment que plusieurs milliards de CFA sont prévus pour des aménagements afin d'éviter des nouvelles catastrophes. Si les inondations avaient eu lieu pour la première fois au Sénégal, on aurait peut-être cru aux promesses du gouvernement. Mais cela se passe presque chaque année. Et ce sont les mêmes refrains que les préfets et les ministres chantent aux populations victimes.

Le peu de projets vitaux qui ont été commencés pour l'assainissement de la baie de Soumbédioune, ainsi que l'élargissement du canal de la Gueule-Tapée (travaux primordiaux pour éviter les inondations dans de nombreux quartiers de Dakar) n'ont jamais pu être terminés. Le gouvernement a donné "le feu vert" aux entreprises de travaux d'aménagement, mais en n'ayant débloqué que la moitié des 1 milliard 700 millions de CFA nécessaires pour les terminer. A force de trainer les travaux d'année en année, même ce qui a été commencé est abîmé avant d'être utilisé.

Ainsi le peu d'argent que le gouvernement sort de sa caisse pour effectuer des travaux d'utilité publique est gaspillé et ne profite qu'à des promoteurs qui se remplissent les poches. Cet argent que le gouvernement puise dans la poche des travailleurs et des petits paysans.

# UGANDA les présidents changent l'oppression demeure

Yussuf Lule qui est venu au pouvoir après la chute d'Idi Amin Dada, n'a pas duré longtemps à la tête de l'Etat ougandais. Il vient d'être, à son tour, "renvoyé de la présidence" et remplacé par un nouveau président, Godfrey Binaisa.

Pour un nouveau venu, ce personnage n'en est pas tellement un, car c'est un ancien procureur général du gouvernement ougandais. Ce n'est qu'en 1977 que, accusé de "sioniste", il s'enfuit aux USA pour continuer à exercer son métier d'avocat et surtout pour attendre des jours meilleurs et revenir après la chute d'Idi Amin Dada, comme candidat au remplacement.

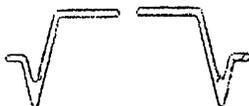
Sa "nomination", le mercredi 20 juin, à la tête de l'Etat par le FNLO (Front National de Libération de l'Ouganda) a suscité des manifestations de mécontentement au sein d'une partie de la population de Kampala. En effet dès l'annonce de la destitution de Yussuf Lule, des manifestations violentes se sont déclenchées dans la capitale, faisant 8 morts et une vingtaine de blessés. Ceux qui ont manifesté appartiennent pour la plupart à l'ethnie Baganda, celle de Yussuf Lule.

Par l'arrivée de Binaisa au pouvoir, les manifestants craignent la répression contre l'ethnie Baganda. La crainte de cette partie de la population est d'autant plus grande que Binaisa semble être favorable au retour de Milton Oboté, l'ancien dictateur qui massacra des milliers de personnes parmi les Baganda, et qui, en 1971, fut renversé par Amin Dada.

Milton Oboté est aujourd'hui réfugié en Tanzanie, mais les nouveaux dirigeants de l'Etat ougandais lui ont promis que s'il revenait, il serait accueilli comme un ancien président, et qu'il bénéficierait d'une résidence privée de luxe et d'autres privilèges.

Voilà de quoi alarmer ses anciennes victimes. Pour la population ougandaise, aucun problème n'est encore résolu. La chute d'Idi Amin a été certes pour elle la fin d'un sanguinaire. Mais ceux qui ont pris sa relève ne l'ont pas fait dans le but d'enrayer la dictature. Au contraire, ils utilisent tous, les mêmes méthodes de gouvernement, basées sur les rivalités ethniques. Ils utilisent chacun leur ethnie d'origine pour asseoir leur dictature. Tantôt c'est une ethnie qui est massacrée tantôt c'est l'autre, suivant les changements à la tête de l'Etat.

Ces dirigeants politiques font croire aux populations de leur ethnie qu'elles doivent les soutenir pour que quand ils seront au pouvoir, ils les favorisent par rapport à d'autres ethnies. Cette politique est dangereuse pour tous les travailleurs et les petits paysans, car elle mène tout droit à ce cycle des guerres ethniques incessantes en les opposant les uns aux autres.



# LA POLITIQUE REGIONALISTE DU Tchad FROLINAT SE RETOURNE — CONTRE LUI —

Depuis l'arrivée du Frolinat au pouvoir, les affrontements n'ont pas cessé. Tout récemment encore, il y a eu 200 morts lors des batailles d'une part entre les diverses fractions du Frolinat, et d'autre part entre le Frolinat lui même et les partisans de Kamougué.

Dans les faits, le Tchad est coupé en deux. Au Nord, le gouvernement officiel de N'Djaména, dont le pouvoir s'étend pour l'essentiel sur les régions musulmanes. Au Sud, le colonel Kamougué, ex-ministre des Affaires Etrangères de Malloum, se comporte en véritable chef de gouvernement et de fait, toute autorité au gouvernement de N'Djaména.

Kamougué hier encore considéré comme un dictateur par les sudistes de N'Djaména, à cause de son comportement, est aujourd'hui devenu leur "sauveur". C'est en effet lui qui, désobéissant aux généraux sudistes, a riposté aux attaques des FAN de Hissen Habré et au Frolinat de Goukouni ; c'est lui qui a invité les populations du Sud par voie de tracts, à fuir N'Djaména ; c'est lui également qui avait mis à leur disposition des camions militaires dans ce but.

En s'appuyant sur les sentiments ethniques des populations du Sud, effrayées par les flambées de violence ethnique, Kamougué s'est fabriqué une popularité. Il faut dire que le Frolinat, qui avait été accueilli en libérateur par les populations goranes et musulmanes de N'Djaména, lors de la prise de la capitale en février, n'a pas mené une politique susceptible de lui gagner la sympathie, ou au moins la neutralité des populations du Sud. Au contraire, il a continué à jouer la carte ethnique, et par ailleurs, ses méthodes de gouvernement ont montré qu'il était aussi dictatorial que pouvaient l'être, avant lui, les Malloum-Kamougué.

Aujourd'hui quelle est la situation au Tchad ? Les fractions du Frolinat au pouvoir se livrent bataille entre elles. Dernièrement, les troupes du MPLT (Mouvement Populaire de Libération du Tchad) du président actuel Lol Mahamat, auraient été liquidées par le Frolinat de Goukouni. Celui-ci était venu épauler les FAN de Habré pour prendre en février dernier, la capitale. Ils restent cependant rivaux ; chacun continue à renforcer ses troupes, sur des bases ethniques. De nouveaux conflits ne sont pas à exclure.

Cette situation de guerre civile risque de durer longtemps encore, d'autant plus que les parties en conflit sont soutenues par les pays voisins. Ainsi, la Libye, après avoir aidé les Goukouni et Hissen Habré, soutient maintenant militairement et financièrement le colonel Kamougué. Le Nigéria continue de soutenir le MPLT. La France quant à elle, semble toujours favorable au gouvernement en place à N'Djaména.

Malheureusement, tous ces affrontements entre ces mouvements rivaux ont fait déjà des milliers de victimes. Et ils vont continuer certainement à en faire encore. C'est une guerre civile stérile. Peu importe pour les travailleurs et les paysans pauvres que l'un des deux camps (celui du Frolinat au pouvoir ou de Kamougué) l'emporte sur l'autre. Rien ne changera dans leur sort ; ils n'ont pas à souhaiter que tel camp arrive à éliminer l'autre.

Les exploités Tchadiens, qu'ils soient du Nord ou du Sud, chrétiens ou musulmans, n'ont pas intérêt à suivre l'un des camps des dictateurs. Ceux-là ne représentent pas leurs intérêts.

0 0 0 0 0 0 0 0

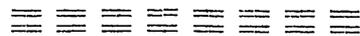
# LE GOUVERNEMENT TCHADIEN

## RAPATRIE SES ETUDIANTS

Le CIES (Centre International des Etudiants et Stagiaires) invite, dans une lettre personnelle, les étudiants tchadiens bénéficiant de bourses nationales à retirer leur billet de rapatriement.

A cause des évènements sanglants de février dernier, où des milliers de personnes avaient fui N'Djaména, les étudiants ont la possibilité de passer par Yaoundé (Cameroun) ou Bangui (Empire Centrafricain) ou de se rendre directement à N'Djaména. Il en serait de même pour les étudiants boursiers de l'OCAU (Office de Coopération et d'Accueil Universitaire).

La raison de ce rapatriement serait que le gouvernement tchadien ne dispose pas de fonds pour payer les étudiants. Il leur dit en substance : "études terminées ou pas, ou bien vous rentrez, ou bien vous vous débrouillez sans bourses". En fait, à la suite des affrontements sanglants, la majorité des cadres de l'administration a fui la capitale vers le Sud. Le gouvernement de N'Djaména n'arrive pas à les faire revenir, alors il veut obliger les étudiants à rentrer pour faire fonctionner la machine administrative.



### La Réforme Agraire de Ratsiraka :

MADAGASCAR

\*  
\*  
\*  
\*  
\*  
\*  
\*

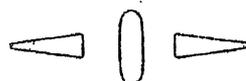
LAISSER LES BONNES TERRES AUX RICHES  
DONNER LES MAUVAISES AUX PAUVRES

Le ministère de l'information a fait des enquêtes sur la situation des paysans de la région de Betafo, à 15 km d'Antsirabé. Il ressort de ces enquêtes publiées dans le journal "Vaovao" du même ministère, que dans un même village, certains paysans ont d'immenses terres à riz et vivent dans l'aisance. Certains ont des épiceries, des automobiles pour eux et des bicyclettes pour leurs enfants. D'autres cultivent des terres aussi grandes qu'un mouchoir de poche, ou n'ont rien du tout. Ceux-là subissent la faim plusieurs mois de l'année. Ils sont doublement exploités en tant que salariés des paysans riches et en tant que clients de leurs épiceries. Ils n'ont bien sûr pas les moyens d'envoyer leurs enfants à l'école.

Le ministère de l'information leur propose : "Madagascar appartient à tous les malgaches. La solution, c'est de changer d'endroit. Par exemple, aller vers Mandato. Le gouvernement révolutionnaire est en train d'y mettre en place des coopératives socialistes...". "Tout compte fait, il vaut mieux se déplacer plutôt que de subir la pauvreté dans un village où il n'y a plus de place."

Les grandes déclarations de Ratsiraka sur le socialisme, c'est pour la galerie. Les bonnes terres ne sont ni "à tous les malgaches" ni à ceux qui les travaillent. Aux paysans pauvres qui vivent dans une misère profonde, le régime actuel ne propose que d'aller voir ailleurs et mettre en valeur des terres dont personne n'a voulu jusqu'à maintenant.

Dans cette région de Betafo comme dans bien d'autres à travers l'île, il y a de la place pour les petits paysans, mais pour cela il faut s'en prendre aux grands propriétaires. Ce n'est pas le régime Ratsiraka qui le permettra. Car malgré les étiquettes qu'il se donne, c'est un régime au service des exploités.



# L'hypocrisie des Etats impérialistes face au drame des réfugiés indochinois

Depuis quelques semaines, la presse rapporte les conditions révoltantes dans lesquelles se trouvent des milliers de réfugiés vietnamiens et cambodgiens.

Ces milliers de personnes fuient le Vietnam et le Cambodge. Elles ont accosté dans des pays voisins. En Malaisie, dans l'île de Poulo-Bidong, il y a plus de 40 000 vietnamiens qui sont parqués. Depuis la mi-juin, les autorités thaïlandaises ont refoulé plus de 40 000 cambodgiens.

Ces pays ont refusé le droit d'asile à ces réfugiés qui se sont embarqués sur des bateaux vétustes pour des prix de 500 à 1 000 dollars US. Ils se trouvent sans abris et en danger de mort, risquant la noyade, les épidémies ou la famine. Alors l'opinion mondiale s'émeut de cette situation. Plus particulièrement, la presse des grands pays capitalistes s'apitoie sur le sort de ces réfugiés.

Ce qui est révoltant, c'est l'impudence avec laquelle les pays impérialistes exploitent ce problème des réfugiés. Dans ce cas précis, la sensibilité est bien grande, et l'appel à la solidarité, bien prompt. Mais sur le problème des réfugiés et des victimes des dictatures sanglantes d'Afrique et d'Amérique Latine l'impérialisme ferme pudiquement les yeux.

Certes, le Vietnam et le Cambodge n'ont rien à voir avec le communisme ou le socialisme. Mais ce qui gêne les impérialistes, c'est que ces pays-là aient osé dire non à leur présence militaire.

Les puissances impérialistes reprochent à la Thaïlande et la Malaisie de ne pas recevoir ces réfugiés. Que font-elles pour aider les réfugiés, elles qui ont mille fois plus de moyens que des pays comme la Thaïlande ? Pour un pays si riche et si grand comme les Etats Unis, il est facile de prendre en charge des dizaines, voire des centaines de milliers de réfugiés.

En fait, les vrais responsables de cette situation sont ceux-là mêmes qui, pendant des années, ont opprimé les peuples cambodgiens et vietnamiens.

L'impérialisme américain a saccagé, bombardé et brûlé des régions entières de ces pays. Il a assassiné des centaines de milliers de personnes. Alors, quelle hypocrisie que de s'émouvoir devant le sort de ces milliers de réfugiés.

L'impérialisme français porte tout autant de responsabilités. Il a, lui aussi, entretenu des guerres coloniales en Indochine. Il a lui aussi assassiné des centaines de milliers d'Indochinois. Et maintenant, l'impérialisme français se sert de la détresse de ces réfugiés pour se faire de la publicité. Il fait croire qu'il fait un grand geste humanitaire en acceptant d'accueillir seulement quelques centaines de réfugiés par mois en France.

Le problème des réfugiés vietnamiens et cambodgiens montre, s'il était besoin, le cynisme de l'impérialisme qui n'hésite pas à se servir de la détresse humaine pour ses sordides intérêts publicitaires.

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.